

Ségolène Royal annonce la création d'une association politique en vue de 2022



La candidate à l'élection présidentielle de 2007 veut construire "une troisième voie entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen".

L'élection présidentielle de 2022 est décidément, deux ans en avance, dans beaucoup de têtes. Après que Marine Le Pen se soit déclarée officiellement candidate, ce jeudi, l'ancienne ambassadrice des pôles, Ségolène Royal, a annoncé ce vendredi qu'elle créait une association politique pour construire "une troisième voie entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen". Baptisée "Désirs de France, avenir de la planète", cette association est basée sur sa fondation "Désirs d'avenir pour la planète" et se veut être "un laboratoire d'idées" qui pourrait, selon le Figaro, se transformer à terme en parti politique dans la perspective de la présidentielle. Ségolène Royal, elle, nuance : "il ne faut pas accélérer les étapes, on repart de la base, il faut voir si on arrive à fédérer, si on soulève une attente", a-t-elle expliqué, ajoutant qu'il "faut desserrer l'étau du face-à-face imposé entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen."

"Le modèle social français me paraît dangereusement menacé, il y a une angoisse chez les Français, et donc une aspiration pour voir si d'autres solutions sont possibles", a-t-elle ajouté. " Nous allons organiser des universités populaires au printemps. La première portera sur le thème du financement du modèle social", a ajouté la candidate socialiste de l'élection de 2007.

Ségolène Royal qui va officiellement lancer sa nouvelle association jeudi prochain à Marseille, aux côtés de la sénatrice de gauche Samia Ghali.

Le Figaro affirme que Ségolène Royal peut "déjà s'appuyer sur une sorte de «bureau politique» qu'elle a déjà réuni à plusieurs reprises dans le plus grand secret". Y figurent notamment, selon le journal, les députés socialistes Luc Carvounas, Guillaume Garot et Christophe Bouillon mais aussi l'ancien député PS Patrick Mennucci, le membre du bureau national du PS François Kalfon, le vice-président de la région Occitanie Kamel Chibli, et la conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine Maryline Simoné.